

MOTION

Le lundi 17 novembre 2014 le conseil municipal se réunit pour débattre des orientations budgétaires pour 2015. Pour la C.G.T. il n'est pas question de se laisser enfermer dans le seul choix des politiques comptables.

En effet depuis des années les orientations libérales ont nourri le champ des politiques publiques. Depuis 5 ans nous subissons le gel du point d'indice (en 30 ans c'est 29 % de baisse de pouvoir d'achat), le non remplacement des départs à la retraite, les baisses de dotations, la précarisation, le blocage des carrières etc., etc...

Il existe d'autres alternatives. Contrairement à l'idée dominante, La France a les moyens de répondre à l'exigence d'un service public de qualité.

Nous rappelons que le service public est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas.

La C.G.T. propose :

- Une réforme de la fiscalité reposant sur le principe de la progressivité de l'impôt en réduisant l'imposition des revenus du travail et augmentant celle du capital.
- La création d'un pôle financier public pour financer, au moyen d'une autre politique, une nouvelle logique de développement et les investissements nécessaires pour financer et rénover des services publics et d'intérêt général.
- La mise à plat et le contrôle de toutes les aides, (niches fiscales et sociales dont le montant est aujourd'hui supérieur à 200 milliards d'euros) et les bénéficiaires (ménages et entreprises) afin d'examiner l'efficacité de chaque dispositif et, le cas échéant, d'y mettre fin.
- Le renforcement, sur les plans européen et international, des moyens de lutte contre toutes les formes de fraude et de criminalité fiscales, financières, économiques, la levée du secret bancaire et la suppression des paradis fiscaux.
- La mise en place d'une véritable taxe sur toutes les transactions financières.

A la ville de Tarbes la C.G.T. déplore :

- Les 600 et 800 000 € versés à la S.E.M.I. (un puit sans fond)
- 250 000 € de frais d'étude du palais des congrès.
- Les délégations de service public
- Le manque de rigueur financière dans la conduite des projets (halle Brauhauban...)

Les agents de la Mairie de Tarbes ne veulent plus être les victimes des politiques libérales et nous demandons :

- La suppression des ratios,
- Le rétroactif concernant la prime de préfecture,
- La résorption totale de la précarité,
- La nomination des agents ayant été reçus à l'examen professionnel,
- Le remplacement des départs à la retraite,
- L'amélioration des conditions de travail,
- Plus de concertation, de transparence et de respect des agents.

Syndicat C.G.T. de la Mairie de Tarbes.